



Assemblée générale

Distr. générale
12 octobre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 81 de l'ordre du jour

Programme d'assistance des Nations Unies

**aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion
et d'une compréhension plus large du droit international**

**Programme d'assistance des Nations Unies
aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion
et d'une compréhension plus large du droit international**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [75/134](#) de l'Assemblée générale. Il rend compte de l'exécution, pendant la période considérée, du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, et présente les activités prévues pour 2022 ainsi que leurs incidences administratives et financières.



I. Introduction

1. Dans sa résolution 75/134, l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à exécuter les activités qu'il avait énoncées dans son rapport sur le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (A/75/389), qui lui avait été soumis à sa soixante-quinzième session. Au paragraphe 28 de cette résolution, l'Assemblée l'a prié de lui rendre compte, à sa soixante-seizième session, de l'exécution du Programme d'assistance en 2021 et de lui présenter, après avoir consulté le Comité consultatif pour le Programme d'assistance, des recommandations sur le Programme dans les années à venir.

2. On trouvera dans le présent rapport des informations sur l'exécution du Programme d'assistance pendant la période considérée, ainsi que sur les activités prévues pour 2022 et leurs incidences administratives et financières.

II. Exécution du Programme d'assistance

3. La Division de la codification du Bureau des affaires juridiques est chargée de l'exécution du Programme d'assistance. Dans ce cadre, elle s'acquitte de diverses tâches, à savoir notamment : organisation et conduite des cours régionaux de droit international des Nations Unies et du Programme de bourses de perfectionnement en droit international ; élaboration et publication de documents ; conception et enrichissement de la Médiathèque de droit international des Nations Unies et du site Web du Programme d'assistance ; élaboration de rapports du Secrétaire général ; exécution de travaux de secrétariat pour le Comité consultatif et pour la Sixième Commission dans le cadre du point correspondant de l'ordre du jour.

4. La présente section passe en revue les activités menées dans le cadre du Programme d'assistance, en ce qui concerne les éléments suivants : programmes de formation (par ordre chronologique) ; Médiathèque de droit international ; supports de formation en droit international ; publication assistée par ordinateur ; diffusion ; Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a continué de peser considérablement sur l'exécution des activités du Programme pendant la période considérée, comme on le verra plus en détail ci-après.

A. Programmes de formation

1. Cours régionaux de droit international des Nations Unies

5. Le nombre de personnes pouvant participer au Programme de bourses de perfectionnement en droit international étant limité, les trois cours régionaux de droit international (pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique, et pour l'Amérique latine et les Caraïbes) constituent un moyen important d'élargir les possibilités de perfectionnement en droit international offertes aux participants venant de pays en développement¹. Dispensés par d'éminents spécialistes et praticiens du droit

¹ En 2011, par mesure d'économie, afin d'accroître le nombre de bourses allouées et de mieux répondre à la demande croissante de cours de droit international, l'organisation des cours régionaux a été confiée à la Division de la codification. Toutes les questions administratives, financières et pratiques, liées notamment au voyage et au logement, étaient précédemment confiées à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, ce qui nécessitait de financer ses administrateurs et ses agents des services généraux, qui fournissaient ces services durant six mois environ pour chaque cours régional.

international, ces cours régionaux portent sur un vaste éventail de sujets fondamentaux dans ce domaine. Ils donnent en outre aux participants l'occasion de se pencher sur des questions de droit international qui sont d'actualité et qui intéressent l'ensemble de leur région, afin d'en faciliter la compréhension et de promouvoir la coopération à cet égard.

a) Asie et Pacifique

6. Le cours régional de droit international pour l'Asie et le Pacifique devait se tenir dans les locaux de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) à Bangkok, du 16 novembre au 11 décembre 2020, en langue anglaise.

7. Des candidatures ont été présentées par 92 personnes (44 hommes et 48 femmes), en provenance de 27 pays.

8. En raison de la situation exceptionnelle créée par la pandémie de COVID-19, le cours régional n'a pas pu se tenir comme prévu. La Division de la codification a donc conçu un programme de formation à distance en langue anglaise que les candidats pouvaient suivre à leur propre rythme, afin de renforcer leurs capacités en attendant que le cours régional puisse de nouveau avoir lieu, sachant bien que les échanges approfondis et les liens durables que font naître les formations en présentiel sont irremplaçables. Le programme portait sur les sujets fondamentaux de droit international généralement traités dans le cours régional et s'appuyait sur les outils déjà disponibles, notamment le *Recueil de droit international* et la Médiathèque de droit international.

b) Afrique

9. Le cours régional de droit international pour l'Afrique devait se tenir dans les locaux de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba, du 10 février au 9 mars 2021, en langue française.

10. Des candidatures ont été présentées par 189 personnes (128 hommes et 61 femmes), en provenance de 27 pays.

11. En raison de la situation exceptionnelle créée par la pandémie de COVID-19, le cours régional n'a pas pu se tenir comme prévu. La Division de la codification a donc mis en place un programme de formation à distance en langue française que les candidats pouvaient suivre à leur propre rythme, afin de renforcer leurs capacités en attendant que le cours régional puisse de nouveau avoir lieu, sachant bien que les échanges approfondis et les liens durables que font naître les formations en présentiel sont irremplaçables. Le programme portait sur les sujets fondamentaux de droit international généralement traités dans le cours régional et s'appuyait sur des outils déjà disponibles, notamment le *Recueil de droit international* et la Médiathèque de droit international.

12. En outre, tous les candidats ont été invités à participer à un atelier régional pilote en ligne sur le droit international des droits humains. Sur les 104 personnes (69 hommes et 35 femmes) qui ont manifesté leur intérêt pour l'atelier, 80 (58 hommes et 22 femmes) provenant de 20 pays y ont participé. Les participants venaient des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo.

13. L'atelier régional a été tenu du 9 au 11 mars 2021, en langue française. La Division de la codification a organisé des séances interactives dirigées par M^{me} Hélène Tigroudja, professeure de droit international à l'Université d'Aix-Marseille et membre du Comité des droits de l'homme.

c) Amérique latine et Caraïbes

14. Le cours régional de droit international pour l'Amérique latine et les Caraïbes devait se tenir dans les locaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), à Santiago, du 12 avril au 7 mai 2021 (en langue anglaise).

15. Des candidatures ont été présentées par 32 personnes (8 hommes et 24 femmes), en provenance de 17 pays.

16. En raison de la situation exceptionnelle créée par la pandémie de COVID-19, le cours régional n'a pas pu se tenir. Tous les candidats ont eu la possibilité de suivre à leur propre rythme le programme d'apprentissage à distance que la Division de la codification avait mis en place pour renforcer leurs capacités en attendant que le cours régional puisse de nouveau se tenir en présentiel, et 20 d'entre eux (4 hommes et 16 femmes) ont été invités à participer à un atelier régional en ligne sur le droit de la responsabilité des États. Les 22 personnes (8 hommes et 14 femmes) qui avaient été sélectionnés pour le cours régional de 2020, qui n'a pas eu lieu en raison de la pandémie de COVID-19, ont également été invités à y assister. En fin de compte, 26 personnes (7 hommes et 19 femmes) de 14 pays ont participé à l'atelier régional, qui s'est tenu en langue anglaise du 4 au 7 mai 2021. Les participants venaient des pays suivants : Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Guyana, Haïti, Jamaïque, Mexique, Panama, Pérou, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

17. La Division de la codification a facilité des séances interactives et une étude de cas dirigée par M. Jorge E. Viñuales, titulaire de la chaire de droit et de politique environnementale à l'Université de Cambridge et Président du Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole sur l'eau et la santé à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, ainsi que des séances interactives dirigées par des fonctionnaires de la CEPALC sur le thème « Le droit et les institutions de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ».

2. Programme de bourses de perfectionnement en droit international

18. Le Programme de bourses de perfectionnement en droit international offre aux professionnels des pays en développement et des pays émergents l'accès à une formation complète dans ce domaine, dispensée par d'éminents spécialistes et praticiens issus de diverses régions et de différents systèmes juridiques². Les participantes et participants suivent des séminaires organisés par la Division de la codification sur un large éventail de sujets fondamentaux du droit international, ainsi que le cours de droit international public dispensé en été par l'Académie de droit international de La Haye. Ils ont également la possibilité de participer à des visites d'étude organisées par la Division.

19. Au total, 150 personnes (104 hommes et 46 femmes) de 44 pays ont présenté une candidature (124 d'Afrique, 5 d'Asie-Pacifique, 5 d'Europe de l'Est et 16 d'Amérique latine et des Caraïbes).

20. Le Programme de bourses devait se tenir à La Haye du 28 juin au 6 août 2021, en langue française. Malheureusement, en raison de la situation exceptionnelle créée

² Depuis 2010, par mesure d'économie, afin d'accroître le nombre de bourses financées au moyen du budget ordinaire, le Programme de bourses à La Haye est géré par la Division de la codification (voir A/65/514, par. 12).

par la pandémie de COVID-19, il n'a pas pu se tenir comme prévu³. La Division de la codification a donc mis au point un programme d'apprentissage à distance que les candidats pouvaient suivre à leur propre rythme, pour renforcer leurs capacités en attendant que le cours régional puisse de nouveau se tenir.

21. En outre, 48 candidats (31 hommes et 17 femmes) ont été invités à participer à un atelier en ligne sur le règlement pacifique des différends internationaux. Au total, 31 personnes (21 hommes et 10 femmes) y ont participé. Les participantes et participants venaient des pays suivants : Bénin, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Costa Rica, Équateur, Guinée, Guinée équatoriale, Haïti, Libéria, Mauritanie, Mexique, Pérou, Pologne, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Ukraine et Yémen.

22. L'atelier s'est tenu du 28 juin au 2 juillet 2021, en langue française. La Division de la codification a facilité la tenue des séances interactives en ligne ci-après : séance inaugurale sur le règlement pacifique des différends internationaux (M. Abdulqawi Ahmed Yusuf, membre et ancien Président de la Cour internationale de Justice) ; séance sur le règlement pacifique des différends relatifs au droit de la mer (M^{me} Alina Miron, professeure de droit international et codirectrice du master de droit international et européen de l'Université d'Angers) ; séance sur le règlement pacifique des différends relatifs au droit commercial et au droit des investissements (M. Makane Moïse Mbengue, professeur de droit international et directeur du Département de droit international public et organisation internationale de l'Université de Genève). La Division de la codification a également réalisé une étude de cas avec les participants.

23. Les participants ont également assisté à la séance de droit international public du cours d'été en ligne de l'Académie de droit international de La Haye, qui s'est tenue du 5 au 23 juillet 2021⁴. Le programme du cours d'été comprenait les conférences suivantes : « Le règlement des différends entre investisseurs et États : croissance, défis et perspectives » (conférence inaugurale) [M^{me} Meg Kinnear (Secrétaire générale du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements)] ; « Le droit international comme corps de droit privé et de droit public » (cours général) (M. Robert Kolb, Université de Genève) ; « Évolution de certaines dimensions du droit international des investissements dans le cadre du droit international public » (M. Manjiao Chi, Université de commerce international et d'économie, Pékin) ; « Droit international de la cybersécurité » (M. Théodore Christakis, Université Grenoble Alpes) ; « L'évolution du droit des cours d'eau internationaux » (M. Stephen McCaffrey, Université du Pacifique) ; « Les procédures judiciaires et arbitrales internationales et le principe *iura novit curia* » (M. Attila Tanzi, Université de Bologne) ; « Le recours extraterritorial à la force contre les acteurs non étatiques » (M. Dire Tladi, Université de Pretoria, membre de la Commission du droit international) ; « La responsabilité aggravée en droit international contemporain » (M. Jorge Viñuales, Université de Cambridge).

3. Réseau des anciens participants aux programmes de formation menés au titre du Programme d'assistance

24. Dans sa résolution 73/201, l'Assemblée générale a engagé le Secrétaire général à appuyer la création de réseaux d'anciens participants aux programmes de formation menés au titre du Programme d'assistance. La Division de la codification a soutenu la création d'un réseau de ce type et, compte tenu de la situation créée par la pandémie

³ L'Académie de droit international de La Haye a également annoncé qu'en raison de la pandémie, les cours d'été de 2021 sur le droit international public et privé seraient tenus uniquement en ligne.

⁴ L'un des participants n'a pas souhaité s'inscrire au cours d'été de l'Académie de La Haye.

de COVID-19, a saisi l'occasion de proposer aux anciens participants des activités de formation continue en ligne. Elle a organisé et tenu pour eux, sur le site de la Médiathèque de droit international des Nations Unies, des séances interactives en ligne autour des conférences suivantes : « Les tribunaux nationaux en droit international », avec M. Antonios Tzanakopoulos, professeur associé de droit international public à l'Université d'Oxford et Secrétaire général de l'Association de droit international ; « Systèmes universels et régionaux de protection des droits humains : harmonisation, complémentarité ou fragmentation » et « Droits des femmes et élimination des discriminations » (en français), avec M^{me} Hélène Tigroudja, professeure de droit international à l'université d'Aix-Marseille et membre du Comité des droits de l'homme ; « L'interdiction de l'emploi de la force dans les relations internationales », avec M. Dapo Akande, professeur de droit international public à l'Université d'Oxford et codirecteur de l'Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict ; « Le droit international des changements climatiques après l'Accord de Paris », avec M. Jorge E. Viñuales, titulaire de la chaire de droit et de politique environnementale à l'Université de Cambridge et Président du Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole sur l'eau et la santé à la Convention de 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. La Division a également mis en ligne un ensemble de documents et de publications sur le droit international qu'elle a rendu accessible au réseau des anciens participants.

B. Médiathèque de droit international des Nations Unies

25. Les formations traditionnelles en présentiel, qui permettent des débats approfondis, des échanges et des travaux de groupe, sont irremplaçables. La demande de plus en plus forte de cours de droit international ne saurait cependant être satisfaite uniquement par de telles formations. C'est pourquoi la Division de la codification a créé, en 2008, la Médiathèque de droit international des Nations Unies, qui permet à l'Organisation de dispenser à moindres frais une formation en ligne, gratuite et de qualité, à un nombre illimité de personnes et d'institutions du monde entier.

26. La Médiathèque est un centre virtuel de formation et de recherche proposant du contenu produit par des spécialistes, juges et praticiens éminents du droit international, issus de différents pays et systèmes juridiques, qui contribuent à ses trois composantes : la série de conférences (y compris la série de miniconférences), les archives historiques et la bibliothèque de recherche.

27. La série de conférences compte plus de 600 conférences sur un large éventail de sujets ayant trait au droit international, assorties de listes de ressources connexes renvoyant à des documents de référence accessibles en ligne. Les conférences et les documents juridiques afférents ont vocation à fournir des ressources pédagogiques plus complètes aux établissements universitaires et aux centres de formation publics dans les pays en développement. Il s'agit d'une série de conférences dispensées par d'éminents spécialistes du droit international, qui vise à donner un aperçu général de différents sujets fondamentaux du droit international, principalement à l'intention des utilisateurs ayant une connaissance rudimentaire ou limitée du droit international. Toutes les conférences de la série sont disponibles à la fois sur le site Web et sur le podcast de la Médiathèque.

28. Pendant la période considérée, neuf conférences ont été enregistrées pour la série, dont une conférence en anglais, en français et en espagnol marquant le soixante-quinzième anniversaire de l'ONU. En raison de la pandémie de COVID-19, la Division n'a pas organisé de séances d'enregistrement hors site pendant la période considérée.

29. Les archives historiques contiennent des notes d'introduction rédigées par des experts reconnus portant sur une bonne centaine d'instruments juridiques, ainsi que l'historique de leur adoption, des documents connexes et des supports audiovisuels rassemblés par la Division de la codification⁵. Pendant la période considérée, la Division y a ajouté 13 notes d'introduction, ainsi que quatre historiques et les documents connexes.

30. La bibliothèque de recherche est une vaste bibliothèque en ligne qui rassemble instruments internationaux, textes de jurisprudence, publications, documents divers, textes de doctrine et documents pédagogiques, dont le *Recueil de droit international*, publication en quatre volumes de la Division disponible en anglais et en français et principale ressource utilisée pour les quatre programmes de formation en présentiel. En outre, pendant la période considérée, la Division a continué d'alimenter la section consacrée aux concours de plaidoiries tenus dans les établissements universitaires. La Division y rassemble des conférences et documents de la Médiathèque intéressant les sujets des concours, afin d'aider les participants à se préparer. Au cours de la période considérée, ont été ajoutés à la Médiathèque les conférences et les documents liés à l'édition 2021 du Concours africain de plaidoiries pour les droits humains et aux éditions 2020 du Concours africain de plaidoiries pour les droits humains, du Concours Charles-Rousseau, du Concours interaméricain de plaidoiries pour les droits humains, du Concours Jean-Pictet, du Concours mondial de plaidoiries Nelson Mandela pour les droits humains et du Concours de plaidoiries de droit international Philip C. Jessup.

31. Depuis sa création en 2008, la Médiathèque a été consultée par près de 2,5 millions d'utilisateurs dans 193 États Membres et non membres⁶. Les nouveautés de la Médiathèque continuent d'être annoncées dans le *Journal des Nations Unies*, sur iSeek, sur les médias sociaux et sur les blogs consacrés au droit international⁷. En outre, la Division de la codification a redoublé d'efforts pour que les usagers ayant peu d'accès à une connexion à haut débit puissent accéder aux cours sur ordinateur ou sur appareil mobile grâce au podcast de la Médiathèque.

C. Supports de formation

32. En concertation avec les conférenciers, la Division de la codification fait des recherches en vue de rassembler, d'établir et d'imprimer les documents nécessaires à ses programmes de formation en droit international. En outre, des clés USB contenant des documents pédagogiques, des publications juridiques de la Division et d'autres documents de droit international sont fournis aux participants des pays en développement n'ayant qu'un accès limité à Internet afin de faciliter leurs recherches électroniques⁸. Les documents pédagogiques sont également disponibles gratuitement à des fins de formation sur les sites Web des différents programmes de formation et sur celui de la Médiathèque.

33. La Division de la codification continue d'utiliser le *Recueil de droit international* (en versions anglaise et française, et en format papier et numérique) comme principal support de ses programmes de formation, y compris les ateliers

⁵ Les documents juridiques des archives historiques et de la série des conférences sont disponibles dans toutes les langues officielles de l'Organisation.

⁶ Créé principalement pour aider les utilisateurs des pays en développement, le podcast continue cependant d'être consulté principalement dans les pays développés.

⁷ Aquiescencia ; EJIL: Talk! ; International Law Reporter ; MULTIPOL – Réseau d'analyse et d'information sur l'actualité internationale ; Opinio Juris.

⁸ La Division achète des publications juridiques et d'autres publications essentielles des Nations Unies, dont la Charte des Nations Unies, pour ses formations.

organisés en ligne dans le contexte de la pandémie. Elle diffuse également cette publication auprès des établissements universitaires et des centres nationaux de formation des pays en développement afin de promouvoir l'enseignement, l'étude, la diffusion et la compréhension du droit international dans le monde entier. Le *Recueil* est accessible gratuitement sur le site de la Médiathèque et peut être reproduit à des fins pédagogiques en vue de favoriser l'enseignement et la diffusion du droit international⁹.

D. Publication assistée par ordinateur

34. Depuis 2003, la Division de la codification a recours à la publication assistée par ordinateur, à titre volontaire et sous réserve de la disponibilité de ressources suffisantes, pour accélérer la parution de certaines de ses publications juridiques et les mettre plus rapidement à la disposition de la communauté juridique internationale. Pendant la période considérée, la Division a poursuivi ses activités de publication assistée par ordinateur et publié le *Recueil des sentences arbitrales* (vol. XXXIII)¹⁰. Les préparatifs ont également progressé en vue de la publication de l'*Annuaire juridique des Nations Unies* (2016 et 2017) et du *Recueil des sentences arbitrales* (vol. XXXIV). La Division continuera de mettre à l'essai différents moyens de poursuivre ce travail en 2022 et au cours des années suivantes, en fonction des ressources disponibles.

E. Diffusion

35. La diffusion de publications et d'informations juridiques par Internet et d'autres médias électroniques vise à pallier l'insuffisance du nombre d'exemplaires papier, sans remettre en question le caractère irremplaçable du texte imprimé pour la recherche juridique et l'enseignement du droit, notamment pour les utilisateurs des pays en développement qui ont un accès limité à Internet. Les documents sont mis à disposition gratuitement sur Internet afin de promouvoir l'enseignement, l'étude, la diffusion et la compréhension du droit international (voir annexe).

F. Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer

36. M^{me} Linda Bana, ressortissante ghanéenne, a bénéficié en 2020 de la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer. Toutefois, en raison de la COVID-19 et notamment des mesures visant à restreindre les voyages internationaux et de la fermeture des locaux de l'Organisation des Nations Unies à New York, le début du programme prévu en mars 2020 a été reporté à 2022. M^{me} Bana a dit préférer commencer le programme en 2022, plutôt que virtuellement en 2021. Dans l'intervalle, elle a eu la possibilité d'accéder à une série de formations virtuelles proposées par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer¹¹. Le montant de la dotation varie entre environ 35 000 et 60 000 dollars d'une année à l'autre, sans compter les 13 % de frais relatifs à l'appui aux programmes et les 15 % de réserve opérationnelle (sur la question du solde, voir par. 38). Les différences tiennent à

⁹ Voir <http://legal.un.org/avl/handbook.html>.

¹⁰ Voir les résolutions 64/113, 65/25, 66/97, 67/91, 68/110, 69/117, 70/116 et 71/139, dans lesquelles l'Assemblée générale a salué l'initiative de publication assistée par ordinateur mise en œuvre de 2003 à 2013 par la Division et recommandé de dégager les ressources nécessaires pour reprendre cette initiative concluante.

¹¹ Voir www.un.org/Depts/los/nippon/OnlineAlumniActivities.pdf.

plusieurs facteurs extrêmement variables : le montant des indemnités applicables dans la ville de l'institution hôte, le taux de change, le prix du billet d'avion et la durée de la formation¹².

III. Directives et recommandations concernant l'exécution du Programme d'assistance en 2022

37. En 2022, la Division de la codification prévoit de mener les activités du Programme d'assistance conformément aux directives et recommandations figurant dans le rapport du Secrétaire général (voir [A/75/389](#), sect. V), que l'Assemblée générale a approuvées.

38. S'agissant de la Dotation Hamilton Shirley Amerasinghe, le solde actuel disponible, compte tenu des dépenses d'appui aux programmes, est estimé à environ 111 500 dollars.

IV. Incidences administratives et financières du Programme d'assistance

A. Pendant la période considérée

39. Dans sa résolution [75/134](#), l'Assemblée générale a autorisé le Secrétaire général à exécuter, en 2021, le Programme de bourses de perfectionnement en droit international et les cours régionaux de droit international des Nations Unies pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, et l'Amérique latine et les Caraïbes, et à poursuivre le développement de la Médiathèque de droit international. Ces activités devaient être financées au moyen du budget ordinaire et, au besoin, de contributions volontaires.

40. Afin de financer le Programme d'assistance, un montant total de 1 097 400 dollars a été demandé pour 2021 au chapitre 8 du budget ordinaire (Affaires juridiques), au titre du sous-programme 3 (Développement progressif et codification du droit international), pour le Programme de bourses de perfectionnement, les cours régionaux et la Médiathèque.

41. Dans sa résolution [75/134](#), l'Assemblée générale a de nouveau prié le Secrétaire général de continuer à faire connaître le Programme d'assistance et d'inviter périodiquement les États Membres et les organisations, les institutions et les particuliers intéressés à verser des contributions volontaires pour financer le Programme ou à concourir par d'autres moyens à son exécution, voire à son élargissement. Une note verbale a donc été adressée aux États Membres en février et en juillet 2021 pour appeler leur attention sur la résolution [75/134](#) et leur demander des contributions volontaires.

¹² L'appui administratif que fournissait la Division de la codification dans les années 1980 et au début des années 1990 a progressivement diminué après l'intégration en 1992 de l'ancien Bureau des affaires maritimes et du droit de la mer au sein du Bureau des affaires juridiques. La Division des affaires maritimes et du droit de la mer est chargée des questions relatives au droit de la mer, notamment du renforcement des capacités techniques, de façon à éviter le chevauchement des activités et à garantir la bonne gestion de la Dotation. Depuis 2010, la Division assume seule l'administration de la Dotation dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités techniques concernant le droit de la mer. On trouvera de plus amples renseignements sur la Dotation dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les océans et le droit de la mer, qui doit être examiné au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ».

42. Depuis la publication du rapport précédent, des contributions volontaires ont été versées pour financer les activités menées au titre du Programme d'assistance : a) des contributions destinées au Programme d'assistance en général ont été versées par l'Arabie saoudite (5 000 dollars), la Chine (27 000 dollars), la France (100 000 euros), l'Iraq (3 000 dollars), le Panama (2 200 dollars), les Philippines (7 500 dollars), le Portugal (12 225 dollars) et le Qatar (3 000 dollars) ; b) des contributions pour la Médiathèque de droit international ont été versées par la Finlande (8 638 dollars), l'Irlande (7 500 dollars), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (6 868 dollars), la Slovaquie (12 178 dollars) et la Tchéquie (2 241 dollars) ; c) des contributions pour les cours régionaux ont été versées par la Finlande (8 638 dollars) et l'Irlande (7 500 dollars) ; d) une contribution pour le Programme de bourses de perfectionnement en droit international a été versée par l'Irlande (7 500 dollars).

43. En raison de la situation créée par la pandémie de COVID-19, les contributions généralement fournies par les pays hôtes, les commissions régionales et les partenaires dans le cadre des formations en présentiel (locaux, appui administratif et opérationnel, hébergement, visites culturelles, etc.) n'ont pas été nécessaires¹³. Toutefois, dans le cas des cours régionaux de droit international, les pays hôtes, les commissions régionales et les partenaires ont apporté un soutien généreux aux premiers préparatifs de chaque programme de formation. En ce qui concerne l'atelier sur le règlement pacifique des différends internationaux, l'Académie de droit international de La Haye a généreusement offert un tarif réduit pour son cours d'été, qui couvre l'accès aux séances en ligne ainsi que la collection de la Bibliothèque du Palais de la Paix¹⁴.

Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer

44. Depuis la publication du rapport précédent, une contribution a été versée à la Dotation commémorative Hamilton Shirley Amerasinghe sur le droit de la mer par l'Irlande (7 500 dollars).

¹³ Lors des éditions précédentes du cours régional de droit international pour l'Asie et le Pacifique, le Gouvernement thaïlandais prenait en charge les repas du matin et du midi en semaine et l'hébergement des participants, assurait le transport terrestre des participants et des conférenciers à Bangkok, et organisait un dîner de bienvenue et des visites culturelles. La CESAP fournissait les locaux et une salle pour la cérémonie d'ouverture, et fournissait des bureaux et du matériel pour le personnel de la Division de la codification, des services de restauration, du matériel, ainsi qu'un appui administratif et opérationnel important. Lors des éditions précédentes du cours régional de droit international pour l'Afrique, l'Union africaine contribuait à la communication d'informations sur le cours, assurait un appui pendant le cours et organisait une visite de ses locaux et un exposé présenté par sa Conseillère juridique. Le Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce fournissait gracieusement des publications papier à distribuer aux participants. La CEA fournissait les locaux, les bureaux pour le personnel de la Division, des services de restauration, des équipements, ainsi qu'un appui administratif et opérationnel important. Lors des éditions précédentes du cours régional de droit international pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Gouvernement chilien organisait une réception de bienvenue dans les locaux de la CEPALC, une cérémonie de clôture au Ministère des affaires étrangères et une visite culturelle ; elle fournissait les locaux et une salle pour la cérémonie d'ouverture, des bureaux pour le personnel de la Division de la codification, des services de restauration et du matériel, ainsi qu'un appui administratif et opérationnel important.

¹⁴ Lors des éditions précédentes du Programme de bourses de perfectionnement en droit international, l'Académie de droit international de La Haye faisait bénéficier les boursiers de frais d'inscription réduits à son programme d'été. La Fondation Carnegie fournissait les locaux pour les formations. Les participants pouvaient accéder à la Bibliothèque du Palais de la Paix, gérée par cette même fondation, où ils bénéficiaient d'une aide aux recherches. Le Greffe de la Cour internationale de Justice mettait des locaux et du matériel de bureau à la disposition du personnel de la Division de la codification et fournissait un appui administratif et logistique important.

B. Pendant l'exercice budgétaire 2022

45. Conformément aux demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/134, des ressources d'un montant total de 1 026 400 dollars ont été proposées dans le budget ordinaire pour 2022 au chapitre 8 (Affaires juridiques), au titre du sous-programme 3 (Développement progressif et codification du droit international), pour mettre en œuvre les activités menées au titre du Programme d'assistance, à savoir le Programme de bourses de perfectionnement en droit international, les cours régionaux de droit international, et l'enrichissement, la diffusion et l'actualisation de la Médiathèque de droit international.

1. Programme de bourses de perfectionnement en droit international et cours régionaux de droit international des Nations Unies

46. Les ressources inscrites au projet de budget-programme permettront de financer le Programme de bourses de perfectionnement en droit international et les cours régionaux de droit international des Nations Unies pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2022, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale sur ces questions. Elles permettront de financer les bourses (couvrant les frais de voyage et de logement, l'assurance maladie, les documents pédagogiques et une indemnité pour frais de subsistance) d'au moins 20 professionnels de pays en développement et de pays émergents afin qu'ils puissent suivre les cours, ainsi que d'organiser et de faciliter la tenue des formations.

47. La Division de la codification continuera de faire tout son possible pour augmenter le nombre de bourses financées au moyen du budget ordinaire pour le Programme de bourses de perfectionnement et les cours régionaux, de façon à pouvoir satisfaire autant que possible la forte demande de cours de droit international. Elle recueillera en outre des contributions volontaires afin de pouvoir offrir des bourses partielles ou complètes supplémentaires et, à chaque fois que possible, acceptera un nombre restreint de participants autofinancés.

2. Médiathèque de droit international des Nations Unies

48. Les ressources prévues dans le budget-programme permettront de financer, au moyen des fonds réservés au personnel temporaire autre que pour les réunions, deux postes à temps plein, à savoir un poste de juriste (P-3) et un poste de producteur vidéo [agent des services généraux (Autres classes)]. Ces postes sont essentiels pour assurer l'enrichissement, la diffusion et l'actualisation de la série de conférences et de la série de miniconférences ainsi que des archives historiques et de la bibliothèque de recherche de la Médiathèque de droit international en 2022. Les ressources serviront également à enregistrer des conférences données en divers endroits par des conférenciers qui ne se rendent pas régulièrement à New York, ainsi qu'à acquérir les fournitures et le matériel techniques nécessaires.

49. Le Secrétaire général continuera de solliciter des contributions volontaires en espèces et en nature pour le Programme d'assistance, en particulier pour assurer le financement de bourses supplémentaires pour les programmes de formation et du développement de la Médiathèque de droit international, notamment par l'amélioration de l'accès à cette dernière depuis les pays en développement.

V. Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international

A. Composition

50. Dans sa résolution [74/185](#), l'Assemblée générale a nommé au Comité consultatif, pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023, les 25 États Membres suivants : Argentine, Canada, Chili, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, France, Ghana, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Kenya, Liban, Malaisie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pologne, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Singapour, Slovaquie, Soudan, Trinité-et-Tobago et Uruguay.

B. Examen du rapport du Secrétaire général par le Comité consultatif à sa cinquante-sixième session

51. La cinquante-sixième session du Comité consultatif, qui s'est tenue le 6 octobre 2021, était présidée par le Représentant permanent de la République du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies, Harold Adlai Agyeman. Une administratrice générale juriconsulte à la Division de la codification a assumé les fonctions de secrétaire.

52. Les membres ci-après du Comité consultatif ont participé à la réunion : Argentine, Canada, Chili, États-Unis, Fédération de Russie, France, Ghana, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Kenya, Liban, Malaisie, Mexique, Portugal, République-Unie de Tanzanie et Singapour. La Thaïlande a participé en tant que membre observateur en sa qualité de pays hôte du cours régional de droit international pour l'Asie et le Pacifique. Le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique a participé à la réunion et est intervenu.

53. Dans une déclaration, la secrétaire du Comité consultatif a apporté un complément aux informations figurant dans le projet de rapport et appelé l'attention sur l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les activités prévues ainsi que sur les efforts faits pour s'adapter à la situation. Elle a regretté que les programmes de formation prévus n'aient pas pu être organisés en personne, compte tenu des risques liés à la pandémie, et a présenté à l'assistance les programmes d'enseignement personnalisés à distance mis au point par la Division de la codification, ainsi que les ateliers interactifs en ligne organisés au cours de la période considérée à titre de mesures provisoires de renforcement des capacités. La secrétaire a pris note des initiatives lancées pour soutenir la formation continue des anciens participants. Elle a également relevé les difficultés liées à l'accès à une connexion Internet fiable, qui ont entravé la bonne participation des enseignants et des participants aux programmes virtuels. La secrétaire a noté que, du fait de la pandémie, il y avait eu moins d'occasions d'enregistrer les cours pour enrichir la Médiathèque de droit international des Nations Unies, mais que les travaux sur les archives historiques et sur le projet de refonte du site Web avaient progressé.

54. Le Comité consultatif a salué le dynamisme de la Division de la codification et a félicité la manière dont elle avait su s'adapter pour relever les défis posés par la pandémie de COVID-19. Le Comité a apprécié les efforts novateurs qu'avait déployés le Secrétariat pour maintenir la dynamique du programme en introduisant des programmes de formation en ligne et en envoyant des publications assistées par ordinateur aux candidats et aux anciens participants aux programmes de formation.

Le Comité a en outre souligné l'importance que revêtaient les interactions en personne pour servir l'objectif du Programme d'assistance, à savoir améliorer la connaissance du droit international par la coopération et l'établissement de relations amicales entre les États, et a recommandé que le format traditionnel en personne des programmes de formation soit repris dès que les conditions liées à la pandémie de COVID-19 s'amélioreront et qu'il sera possible de réunir à nouveau les personnes en toute sécurité. Concernant la Médiathèque de droit international des Nations Unies, le Comité s'est félicité des travaux d'enrichissement réalisés et a encouragé une collaboration étroite avec les membres du Comité afin d'explorer d'autres possibilités de diffusion. Il a souligné qu'il importait d'assurer une diversité de traditions juridiques, un équilibre entre les effectifs masculins et féminins ainsi qu'une expertise académique et professionnelle au sein du corps professoral du Programme d'assistance. Il a été admis que le contenu de la Médiathèque devait offrir une plus grande diversité linguistique, même si, dans l'immédiat, les ressources devaient être orientées vers les six langues officielles de l'ONU. Le Comité a mis en valeur l'importance que revêtaient les publications élaborées par la Division de la codification et a souligné qu'il fallait continuer de diffuser des publications à la fois en format numérique et sur papier.

Annexe

Sites Web gérés par la Division de la codification

<i>Site Web</i>	<i>Adresse URL</i>
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international	https://legal.un.org/poa/
Programme de bourses de perfectionnement en droit international	https://legal.un.org/poa/ilfp/french/index.html
Cours régionaux de droit international des Nations Unies pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes	https://legal.un.org/poa/rcil/
Séminaire de droit international des Nations Unies pour les États arabes	https://legal.un.org/poa/seminar.html
Médiathèque de droit international des Nations Unies	https://legal.un.org/avl/intro/introduction.html?tab=3
Portail des publications juridiques des Nations Unies	https://legal.un.org/cod/publications.shtml
Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies	https://legal.un.org/repertory
Annuaire juridique des Nations Unies	https://legal.un.org/unjuridicalyearbook/index_fr.shtml
Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour internationale de Justice	https://legal.un.org/icjsummaries
Résumé des arrêts, avis consultatifs et ordonnances de la Cour permanente de Justice internationale	https://legal.un.org/PCIJsummaries
Recueil des sentences arbitrales	https://legal.un.org/riaa
Série législative des Nations Unies	https://legal.un.org/legislativeseries
Codification et développement progressif du droit international	https://legal.un.org/cod
Sixième Commission de l'Assemblée générale	https://www.un.org/fr/ga/sixth/
Commission du droit international	https://legal.un.org/ilc
Conférences diplomatiques (comptes rendus officiels des travaux)	https://legal.un.org/diplomaticconferences
Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation	https://legal.un.org/committees/charter
Comité spécial sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies	https://legal.un.org/committees/criminal_accountability
Comité spécial sur l'administration de la justice à l'ONU	https://legal.un.org/committees/admin_of_justice

<i>Site Web</i>	<i>Adresse URL</i>
Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996	https://legal.un.org/committees/terrorism
Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens	https://legal.un.org/committees/immunities
Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale contre le clonage d'êtres humains à des fins de procréation	https://legal.un.org/committees/cloning
Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé	https://legal.un.org/committees/safety_convention
